

Listes des sigles et abréviations.....	i
0. Introduction.....	01
1. Justification du choix du sujet.....	06
1.1. Délimitation du sujet.....	07
1.2. Justification du choix du sujet, du site de recueil des données et sélection des cas.....	07
1.3. Intérêt et originalité de la question	10
1.4. Objectifs.....	12
1.5. Nos hypothèses explicatives.....	12
2. Méthodologie.....	14
2.1. Approche théorique.....	15
2.2. Approche empirique.....	15
2.2.1. La démarche qualitative.....	16
2.2.1. 1. Contexte.....	16
2.2.1.2. L'enquête.....	17
2.2.2. La démarche d'interprétation.....	19
2.2.2.1. L'analyse stratégique.....	19
2.2.2.2. Etudes de cas.....	22
2.2.2.3. L'analyse systémique.....	24
2.3. Approche comparative.....	25
2.4. L'approche socio-historique.....	28
CHAPITRE I. ETAT DES LIEUX DE LA RD CONGO.....	32
I.1. L'administration postcoloniale en Afrique.....	32
I.1.1. Bref aperçu sur l'administration coloniale du Congo Belge.....	32
I.1.2. Au lendemain de l'administration coloniale.....	36
I.1.2.1. Un système corrompu : une institution ou un mode de survie ?.....	39
I.1.2.2. Le sous-développement africain : un blocage mental et politique.....	44
I.1.2.3. De l'incapacité institutionnelle de la RD Congo.....	47
I.1.2.4. Les crises politiques et socio-économiques en RD Congo.....	49
I.1.2.4.1. Crises politique et administrative.....	50
I.1.2.4.2. Crises économique et sociale	52

I.1.2.5. L'insouciance face aux droits fondamentaux du Congolais.....	56
I.2. L'émergence du privé dans l'informel et la gestion des services publics.....	58
I.2.1. L'émergence de l'informel.....	58
I.2.2. L'émergence du privé dans la gestion des services publics.....	61
I.2.2.1. Valorisation, construction et renforcement des mouvements sociaux.....	65
I.2.2.2. La société civile dans la gouvernance congolaise.....	68
I.2.2.2.1. Le pluralisme d'églises en RD Congo.....	75
I.2.2.2.2. Les Eglises de réveil.....	77
I.2.2.3. L'Eglise catholique dans le temporel congolais.....	79
I.2.2.3.1. Les Eglises particulières et leurs branches auxiliaires.....	80
I.2.2.3.2. L'ordre juridique des Eglises particulières.....	80
I.2.2.3.3. L'Eglise locale et la question socio-économique.....	81
I.3. Une province congolaise, le Sud-Kivu.....	83
I.3.1. Situation géographique de Bukavu comme chef-lieu de la province	83
I.3.2. Le Sud-Kivu : dynamisme et épicode du séisme conflictuel.....	84
I.3.3. Bukavu comme Archidiocèse.....	92
I.3.3.1. Situation géo-culturelle	92
I.3.3.2. Les stratégies d'engagement des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) à Bukavu..	93
I.3.3.2. 1. De la double influence du missionnaire.....	93
I.3.3.2. 2. De la création des œuvres des missions.....	94
I.3.4. L'engagement de l'Eglise postcoloniale de et à Bukavu.....	97
Conclusion du chapitre.....	101
Ch.2. LA QUESTION DE LA THESE ET APPROCHE DE CROZIER-FRIEDBERG.....	103
II.1. La question de la thèse	103
II.2. La sociologie de l'action organisée.....	106
II.2.1. Théorie sur la stratégie de l'acteur.....	106
II.2.2.1. De l'acteur	107
II.2.1.2. Stratégie et signification du comportement de l'acteur.....	109
II.2.2. Pouvoir et organisation.....	111
II.2.2.1. La notion de pouvoir.....	112
II.2.2.2. Les ressources du pouvoir : contrainte et légitimité.....	115
II.2.2.3. Les sources du pouvoir	115

II.2.2.4. Les zones d'incertitudes.....	117
II.2.2.3. L'acteur et le système.....	119
II.2.3.1. Réguler le « marché concret » par une incertitude artificielle.....	120
II.2.3.2. Coordonner pour produire un changement social.....	126
II.2.3.3. Le pouvoir comme négociation.....	129
II.2.3.4. De la coopération conflictuelle.....	132
II.2.3.5. Entre deux mondes : un espace des pratiques clandestines et/ou rusées.....	137
Conclusion du chapitre.....	140
Chapitre III. L'ANALYSE DU SECTEUR DE L'EDUCATION A BUKAVU.....	142
III.1. Contexte de l'enseignement à Bukavu.....	142
III.1.1. De l'Etat Indépendant Congolais (E.I.C) à l'Indépendance (1960).....	143
III.1.1.1. Politique belge en matière d'enseignement au Congo.....	145
III.1.1.2. Les premières écoles à Bukavu.....	147
III.1.1.2.1. L'enseignement pour les Noirs.....	147
III.1.1.2.2. L'enseignement pour les Blancs.....	148
III.1.2. La période de tensions : de l'indépendance à la nationalisation.....	149
III.1.3. Du conflit à la convention : une option pour une négociation obligée.....	154
III.1.4. Les Ecoles Conventionnées Catholiques.....	155
III.1.5. La Coordination des Ecoles Conventionnées Catholiques de Bukavu.....	158
III.2. ANALYSE EMPIRIQUE.....	160
III.2.1. Méthode de recueil et d'analyse des résultats.....	160
III.2.2. Présentation des résultats.....	162
III.2.2.1. Types d'acteurs du système d'actions concret et leurs contraintes.....	163
III.2.2.1.1. Structure administrative du secteur éducatif.....	163
III.2.2.1.1.1. Organisation administrative et pédagogique.....	163
III.2.2.1.1.2. De la politique de partenariat.....	164
III.2.2.1.2. Organisation de la Coordination Diocésaine et Provinciale des Ecoles.....	165
III.2.2.1.2.1. La demande de l'éducation.....	169
III.2.2.1.2.2. L'offre de l'éducation.....	170
III.2.2.1.2.2.1. L'école et la qualité du personnel et des élèves.....	170
III.2.2.1.2.2.2. L'enseignant et la qualité de l'éducation des élèves.....	171
III.2.2.1.2.2.3. De l'environnement urbain ou rural.....	172

III.2.2.1.3. Les syndicats et les acteurs ambivalents.....	173
III.2.3. Nécessité et enjeu stratégique du « marché concret » de l'Etat-Eglise.....	175
III.2.3.1. La construction d'un marché concret comme espace de concurrence.....	175
III.2.3.2. La participation de l'Eglise dans la réforme de l'éducation.....	177
III.2.3.3. Rationalité de l'Eglise au maintien de sa mission.....	178
III.2.3.4. Stratégies de l'Etat congolais.....	182
III.2.3.5. La contingence de la collaboration Etat-Eglise...../.....	183
III.2.3.5.1. Le point principal d'antagonisme entre l'Etat et l'Eglise.....	184
III.2.3.5.2. Problèmes relatifs à la délégation du service.....	184
III.2.3.5.3. De la coopération conflictuelle.....	185
III.2.3.5.4. Les aléas et incertitudes sur les résultats.....	186
III.2.3.6. Le contournement de la loi : la « débrouille » dans le système scolaire.....	187
III.2.3.6.1. De la dégradation des conditions de l'enseignant: une persécution ?.....	187
III.2.3.6.2. De la grève comme moyen de réaction à la misère enseignante.....	188
III.2.3.6.3. La dynamique locale comme stratégie de sortie du blocage.....	189
III.2.3.6.3.1. La création des écoles en cascade.....	191
III.2.3.6.3.1. 1. Du côté de l'école.....	192
III.2.3.6.3.1. 2. La débrouillardise enseignante comme stratégie de survie.....	193
III.2.3.6.3.2. Quand la tricherie s'institutionnalise.....	194
III.2.3.6.4. Le phénomène de la prime des enseignants : une contribution des parents.....	197
III.2.3.6.4.1. Origine de la prime comme solution palliative.....	197
III.2.3.6.4.2. Des signes précurseurs.....	199
III.2.3.6.4.3. L'instauration de la prime comme réponse palliative.....	200
III.2.3.7. Réconcilier les avis opposés	202
III.2.3.8. L'évaluation par les acteurs du système d'action concret.....	202
III.2.3.8.1. L'évaluation de l'Eglise : une action appréciable, mais limitée.....	203
III.2.3.8.2. Stratégie de l'Etat : évaluer par le silence.....	204
III.2.3.8.3. Entre promettre et réaliser : une réalité ou un leurre ?.....	205
III.2.4. Synthèse de la dynamique locale mise en place.....	207
III.2.4.1. Des comportements stratégiques et leurs conséquences.....	208
III.2.4.1.1. Une Eglise opportuniste.....	208

III.2.4.1.2. L'Etat incapable par mauvaise volonté.....	209
III.2.4.1.3. Les responsables politico-administratifs des écoles : serviteurs ou profiteurs ?...211	
III.2.4.1.4. La coopération conflictuelle au sein de l'éducation instrumentalisée.....	212
III.2.4.1.5. Perte de la dignité de l'enseignant.....	213
III.2.4.1.6. Un système discriminatoire et sous perfusion.....	215
III.2.4.1.7. L'inefficacité du système éducatif comme conséquence de l'irresponsabilité.....	217
III.2.4.2. Les ressources des acteurs	218
III.2.4.2.1. La proximité géographique d'acteurs locaux.....	218
III.2.4.2.2. L'école comme instrument de socialisation: atout naturel ou effet/convention....	219
III.2.4.2.3. L'émergence des nouveaux acteurs	220
III.2.4.2.3.1. Les Conseils Pédagogiques Paroissiaux et les parents.....	220
III.2.4.2.3.2. Les élèves et leurs enseignants déshonorés.....	222
III.2.4.2.4. La corruption qui dépanne : un mal nécessaire ?.....	222
Conclusion du chapitre.....	224
CHAPITRE IV. L'ANALYSE DU SECTEUR DE LA SANTE A BUKAVU.....	226
IV.1. Contexte de la santé à Bukavu	226
IV.1.1. Une œuvre et un instrument pour la mission.....	226
IV.1.2. Organisation médicale au Congo après 1960.....	227
IV.1.2.1. De 1960 à 1975.....	227
IV.1.2.2. Période de 1976 – 1985.....	228
IV.1.2.3. Le partenariat entre BDOM et Ministère de santé.....	230
IV.1.2.4. LE BDOM –BUKAVU.....	231
IV.1.2.4.1. Genèse.....	231
IV.1.2.4.2. Carte de la santé au Sud-Kivu et présentation du BDOM.....	232
IV.1.2.4.3. Ressources humaines du BDOM.....	233
IV.2. ANALYSE EMPIRIQUE.....	234
IV.2.1. Méthode de récolte et d'analyse des données.....	235
IV.2.2. Présentation des résultats.....	236
IV.2.2.1. Les types d'acteurs du système d'action concret et leurs logiques.....	236
IV.2.2.1.1. Des acteurs formels et informels	237
IV.2.2.1.2. Les acteurs de l'Eglise catholique.....	239

IV.2.2.1.3. Organisation.....	241
IV.2.2.1.3.1. Le niveau central.....	241
IV.2.2.1.3.2. Le niveau opérationnel périphérique.....	242
IV.2.2.1.3.2.1. Les zones de santé et les hôpitaux généraux de référence.....	242
IV.2.2.1.3.2.2. Les centres de santé et maternité.....	243
IV.2.2.1.3.2.3. Les comités de santé.....	243
IV.2.2.1.3.2.4. Les mutuelles de santé du Sud-Kivu.....	244
IV.2.2.1.3.2.5. La radio diocésaine	246
IV.2.2.1.3.2.6. Les syndicats.....	247
IV.2.2.2. Nécessité et enjeu stratégique du « marché concret » de la coopération	247
IV.2.2.2.1. Enjeu de construction du marché concret.....	247
IV.2.2.2.2. Stratégie et intérêts de l'Eglise	249
IV.2.2.2.3. Logique des dirigeants politiques à Bukavu.....	250
IV.2.2.2.4. Des incertitudes dues aux conflits d'idées.....	251
IV.2.2.2.5. Le contournement de la loi : la règle de la débrouille.....	253
IV.2.2.2.5.1. La dynamique locale comme stratégie de déblocage	253
IV.2.2.2.5.2. La pratique de la médecine traditionnelle.....	255
IV.2.2.2.5.3. De l'exorcisme du Père Ricardo NARDO.....	258
IV.2.2.2.6. Evaluation par les acteurs du marché concret	260
IV.2.2.2.6.1. L'évaluation par l'Eglise : une peine perdue ?.....	260
IV.2.2.2.6.2. Une évaluation par l'Etat : une pure formalité.....	260
IV.2.2.2.6.3. Entre promettre et réaliser : patience et tranquillité.....	261
IV.2.2.3. Synthèse de la dynamique locale	262
IV.2.2.3.1. Des comportements révélateurs.....	262
IV.2.2.3.1.1. L'Etat défaillant.....	262
IV.2.2.3.1.2. Une Eglise engagée et opportuniste.....	264
IV.2.2.3.1.3. L'exode des cerveaux médicaux pour un ailleurs.....	264
IV.2.2.3.1.4. Les centres hospitaliers et/ou les centres de santé.....	265
IV.2.2.3.1.5. Le charlatanisme	266
IV.2.2.3.1.6. Le syncrétisme de tradition et modernité : une ambiguïté comportementale....	267
IV.2.2.3.2. Des ressources de pouvoir.....	268
IV.2.2.3.2.1. La proximité géographique	268

IV.2.2.3.2.2. Une pluralité de partenaires extérieurs.....	269
IV.2.2.3.2.3. L'organisation de la santé : une contingence culturelle et un processus.....	270
IV.2.2.3.2.4. Emergence de nouveaux acteurs.....	272
IV.2.2.3.2.4.1. Les zones de santé et le comité de santé.....	272
IV.2.2.3.2.4.2. La mutualité de santé : nouveauté ou continuité ?.....	273
IV.2.2.3.2.4.3. Le corrompu et le corrupteur en santé : deux stratégies qui se socialisent.....	273
Conclusion du chapitre.....	275
CHAPITRE V. ANALYSE COMPARATIVE DES PRATIQUES CONTRACTUELLES DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE A BUKAVU.....	277
V.1. L'évolution de la pratique contractuelle à Bukavu.....	277
V.1.1. Avant l'indépendance : la convention du 26 mai 1906.....	278
V.1.1.1. Contexte.....	278
V.1.1.2. Mécanisme de fonctionnement.....	279
V.1.1.3. Efficacité de la convention de 1906.....	279
V.1.2. Après l'indépendance de 1960.....	280
V.1.2.1. De 1970 aux années 1980 : de la nationalisation à la signature des conventions.....	280
V.1.2.2. Des années 1980 à 1990 : incertitudes dues aux difficultés socio-économiques.....	283
V.1.2.3. De 1990 à nos jours : une longue période de transition tumultueuse et fragile.....	284
V.2. La construction et organisation du système d'actions concret	285
V.2.1. Le partenariat Eglise-Etat congolais : une tentative de sortie de crise.....	286
V.2.2. Le partenariat Eglise-Etat congolais : une épreuve pour l'Eglise.....	289
V.2.3. Des incertitudes liées au partenariat Eglise-Etat congolais.....	290
V.2.3.1. Des obstacles de nature politique	291
V.2.3.2. Des obstacles de nature économique.....	296
V.2.3.3. Des pesanteurs culturels.....	298
V.2.3.4. Poids de la culture religieuse.....	303
V.3. Mécanisme de régulation de la coopération conflictuelle.....	304
V.3.1. Le contrôle du marché concret par une incertitude artificielle.....	306
V.3.1.1. La nécessité de réguler les relations des pouvoirs.....	309
V.3.1.2. Du refus de s'incliner : une expression d'autonomie et un problème de légitimité.....	311
V.3.1.3. La face invisible de l'iceberg : la dynamique locale comme stratégie de déblocage.....	316
V.3.1.4. De l'instinct stratégique : le jeu offensif et défensif de l'acteur.....	322

V.3.1.5. La négociation : un instrument stratégique de construction sociale.....	323
V.3.2. La participation des acteurs intéressés.....	326
V.3.3. Le rôle effectif de l'Eglise catholique : un relais opportuniste.....	338
V.3.4. L'évaluation comme outil de contrôle.....	345
V.4. Des convergences et divergences entre éducation et santé	351
V.4.1. Des convergences.....	351
V.4.2. Des convergences et divergences.....	354
V.4.3. Les divergences	359
V.5. Apport de Crozier-Friedberg à cette thèse.....	360
V.5.1. Eléments stratégiques et systémiques.....	360
V.5.2. Fonctionnement du système concret de chaque cas.....	364
V.5.2.1. Le secteur de l'éducation.....	365
V.5.2.2. Le secteur de la santé.....	366
V.6. Appréciations critiques de Crozier-Friedberg et des contrats Eglise-Etat.....	366
V.6.1. Critiques du modèle sociologique de Crozier-Friedberg.....	366
V.6.2. Appréciations des contrats Eglise-Etat congolais.....	367
V.6.3. L'Etat, l'Eglise et la société : trois acteurs dans le système d'action concret.....	368
V.7. Chronologie des événements sociopolitiques de 1990 à 2012.....	373
Conclusion du chapitre.....	378
CONCLUSION GENERALE.....	380
Bibliographie Générale.....	398
ANNEXES.....	426
1. Guide d'entretiens exploratoires du sujet.....	426
2. Critiques d'évaluations.....	429
3. Cartes de la RD Congo, de la Province du Sud-Kivu et de l'archidiocèse de Bukavu.....	430

ABREVIATIONS ET SIGLES

ACEAC = Association des Conférences Episcopales de l'Afrique Centrale

ACECCT = Association des Conférences Episcopales du Congo, de la République Centrafricaine et du Tchad

AFDL = Alliances des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre

ANAPECO = Association Nationale des Parents d'élèves et étudiants du Congo

APEC = Association des parents d'élèves catholiques

ASBL = Association sans but lucratif

BAD = Banque Africaine de Développement

BDOM = Bureau des Œuvres médicales

CECC = Coordination des Ecoles Conventionnées Catholiques

CEI = Commission Electorale Indépendante

CENCO = Conférence Episcopale Nationale du Congo

CEV = Communautés ecclésiales vivantes

CTB = Coopération Technique Belge

CIAT = Comité international d'accompagnement de la transition

CODILUSI = Coordination diocésaine de lutte contre le sida

CPP = Conseil Pédagogique Paroissial

CNS = Conférence nationale souveraine

DEA= Diplôme d'Etudes Approfondies

DES= Diplôme d'Etudes Spéciales

DSRP = Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté

ECCATH = Ecoles Conventionnées Catholiques

ED = édition

EPSP = Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel

ESU = Enseignement Supérieur et Universitaire

FOMULAC = Fondation Médicale de l'Université de Louvain en Afrique centrale

FMI = Fonds Monétaire International

GRAPES = Groupe de réflexion et d'analyse politique, économique et sociale

GS = Gaudium et Spes

HCR-PT = Haut conseil de la République / Parlement de transition

OMS = Organisation mondiale de la santé

ONG = Organisation non gouvernementale

OP. CIT = Opus citatem (œuvre citée)

PAF = Pastorale familiale

PAM = Programme pour l'alimentation mondiale

PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement

PUF = Presses Universitaires de France

RCD = Rassemblement congolais pour la démocratie

RD Congo = République Démocratique du Congo

SCEAM = Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et du Madagascar

SYNECAT = Syndicat national des enseignants catholiques

SYNEP = Syndicat national des enseignants protestants

TENAFEP = Test National pour les Finalistes de l'Ecole Primaire

UNESCO = Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

VIH/SIDA = Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome de l'immunodéficience acquise

ZS = Zone de santé